

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 1907)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 379

présenté par

M. Davi, Mme Sandrine Rousseau, Mme Garin, M. Peytavie et Mme Simonnet

ARTICLE 10

À la fin de l'alinéa 17, substituer au taux :

« 1,6 % »

le taux :

« 2,6 % ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose d'augmenter le taux de la contribution additionnelle sur le chiffre d'affaires déclaré par les industriels pharmaceutiques pour les médicaments remboursables.

Au cours de la dernière décennie, le marché du médicament en France a connu une croissance rapide, passant de 24,7 à 36,5 milliards d'euros entre 2013 et 2023 (dernière année disponible). Cette hausse de plus de 11 milliards d'euros s'explique en grande partie par l'arrivée de médicaments nouveaux, marketés comme « innovants », souvent présentés comme des avancées majeures, alors même que leur efficacité et leur sécurité ne sont pas toujours démontrées.

Cette dynamique pèse lourdement sur la soutenabilité de notre système de santé, comme l'ont souligné à plusieurs reprises la Cour des comptes, la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) ou encore des associations telles que Médecins du Monde, l'UFC-Que Choisir et France Assos Santé. Par ailleurs, chaque milliard consacré à ces dépenses pharmaceutiques représente autant de ressources qui ne peuvent être réinvesties autre part dans notre système de santé : hôpital, prévention, soins de proximité, ressources humaines.

Pourtant, entre 2000 et 2023, les marges brutes du secteur atteignent en moyenne 73 % (contre 41 % pour le S&P 500 – 500 plus grandes entreprises cotées aux États-Unis), ses marges d'exploitation (EBITDA) environ 30 %, et ses marges nettes 14 %, dépassant largement celles des géants de la technologie ou de l'énergie.

L'augmentation du taux de la contribution additionnelle vise donc à mieux encadrer les dépenses de médicaments et à garantir une contribution plus équitable de la part des industriels. Ceux-ci tirent leurs revenus d'un système solidaire financé par la collectivité ; il est légitime qu'ils participent davantage à son équilibre, fût-ce au prix d'une moindre rémunération de leurs actionnaires.